

Par ailleurs, les réformes politiques vont bon train. Les élections libres tenues en avril dernier ont été remportées par les partis favorables à la libre entreprise. Le Forum démocratique hongrois, parti de centre-droite, domine la coalition gouvernementale, dont tous les éléments préconisent l'établissement de partenariats avec l'Ouest pour la reconstruction du pays.

Même les plus optimistes reconnaissent que la transition est loin d'être terminée et que des temps difficiles restent à venir. La Hongrie fait face à une situation économique difficile caractérisée par une dette nationale considérable, un taux d'inflation élevé, la hausse du chômage et la baisse du niveau de vie. Bien que le gouvernement estime que la seule façon d'éviter la catastrophe est de créer une économie entièrement libre, la transition sera pénible.

L'an dernier, le Gouvernement du Canada s'est engagé clairement à aider le pays à effectuer cette transition en créant un programme d'aide de 72 millions de dollars pour la Hongrie et la Pologne. Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est contribue à l'exécution de cet engagement en menant une vaste gamme de projets, soit notamment :

- en aidant Emploi et Immigration Canada à établir en Hongrie un nouveau service d'emploi national de concert avec les officiels hongrois;
- en consacrant des fonds au Centre international de gestion de Budapest, qui financera des programmes de formation pour les gestionnaires et les superviseurs;
- en versant une aide financière à des initiatives comme le Programme d'échanges juridiques Canada-Europe de l'Est de l'Association du barreau canadien, et le Programme d'échanges Est-Ouest de l'Université York pour l'entrepreneurship et les opérations relatives au marché;
- en finançant la réalisation d'un guide des affaires en Hongrie qui sera publié au printemps 1991;
- en établissant un plan de travail pour l'Agence hongroise des investissements et du commerce;
- en affectant un conseiller en communications à l'agence de privatisation de la Hongrie.

D'autres projets touchant la réforme électorale, le développement agricole, ainsi que les statistiques et la gestion des données sont en voie d'élaboration.

Beaucoup d'entreprises privées canadiennes participent elles aussi aux réformes menées par la Hongrie. Le gouvernement hongrois encourage les investisseurs et les partenaires de coentreprises canadiens à prendre part au renouveau économique.

Andrew Sarlos est peut-être le Canadien qui a le plus encouragé les partenariats entre notre pays et la Hongrie. Il compte parmi les fondateurs de la Société de développement de l'Europe centrale, qui a acquis cette année 50 % des intérêts de la plus vieille banque à charte de Hongrie. En outre M. Sarlos a assumé le poste de président-directeur général du *First Hungary Fund*, d'une valeur de 80 millions de dollars américains. Au début de février, 13,5 millions de dollars provenant de ce fonds avaient été investis en Hongrie.

Comme beaucoup d'autres Canadiens, M. Sarlos est convaincu que la Hongrie est promise à un brillant avenir et que le Canada peut et doit l'aider à bâtir cet avenir. ■